



Communiqué de presse - Les Lilas le 10 novembre 2017

25 Novembre 2017: La FSU engagée pour en finir avec les violences faites aux femmes

Ces derniers mois, le harcèlement sexuel a été largement dénoncé et les violences faites aux femmes ont été fortement médiatisées, notamment dans le domaine du cinéma et de la politique.

Au travers des réseaux sociaux, les témoignages ont révélé l'ampleur de ces violences et a démontré que les femmes se saisissent d'un espace de parole quand il leur est proposé.

Ce nombre impressionnant de témoignages met en exergue la nécessité de libérer la parole des femmes et le manque évident de lieux pour recueillir leur parole, dans lesquels de bonnes conditions d'écoute devraient être réunies. L'institution judiciaire et l'environnement professionnel ne remplissent pas correctement leurs missions de prévention, d'accueil et de protection des femmes comme le prévoient pourtant divers textes législatifs.

La FSU acte positivement le projet de loi visant à augmenter les délais de prescription de 20 à 30 ans pour les crimes sur mineur-es, ainsi que celui sur le principe de non consentement des enfants.

Concernant le projet de loi sur le harcèlement de rue, la FSU rappelle qu'il s'agit de harcèlement sexuel dans l'espace public, que des textes législatifs existent déjà et qu'il s'agirait de les appliquer. Elle avait d'ailleurs pris toute sa place dans l'élaboration de la loi du 7 août 2012 contre le harcèlement sexuel.

La FSU rappelle également l'importance de l'Education à l'égalité fille-garçon inscrite dans les programmes scolaires. C'est un outil efficace de prévention contre les violences faites aux femmes et mérite d'être remise en place à l'instar des ABCD de l'égalité.

La FSU revendique une politique volontariste contre les violences faites aux femmes et dénonce la baisse des aides de l'État aux associations qui prennent en charge les victimes, aux organismes de recherche qui décortiquent les mécanismes produisant les inégalités et les violences, et la baisse du budget du secrétariat d'état en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour la FSU, il y a urgence à mettre en œuvre un plan d'ampleur incluant la formation de tous les personnels, une éducation non sexiste des jeunes à tous les niveaux de scolarisation et des moyens à la hauteur des besoins pour que la prise en charge globale des femmes victimes de violences puisse être effective dans tous les domaines professionnels.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**